

# 1983<sup>e</sup> séance

Judi 15 janvier 1976, à 11 h 10.

Président : M. Siméon AKE (Côte d'Ivoire).

E/SR.1983

## *Hommage à la mémoire de Tun Haji Abdul Razak bin Dato Hussein, premier ministre de la Malaisie*

1. Le PRÉSIDENT adresse ses condoléances à la délégation malaisienne et au peuple malaisien à l'occasion du décès du Premier Ministre de la Malaisie.

*Sur l'invitation du Président, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire de Tun Haji Abdul Razak bin Dato Hussein, premier ministre de la Malaisie.*

2. M. AZZAT (Malaisie) remercie le Président et les membres du Conseil de leurs marques de sympathie.

### POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

#### *Election des membres du Bureau (fin)*

3. Le PRÉSIDENT dit qu'il a été informé qu'à l'issue de consultations officieuses le Groupe des Etats d'Asie a désigné M. Mehdi Ehsassi (Iran) pour le poste de vice-président pour 1976.

*M. Ehsassi (Iran) est élu vice-président par acclamation.*

4. Le PRÉSIDENT dit que, à l'issue des consultations qu'il a tenues conformément à l'article 18 du règlement intérieur, il a été décidé que M. Ladislav Šmíd (Tchécoslovaquie) serait président du Comité économique, M. Edouard Longerstaey (Belgique) président du Comité de la coordination des politiques et des programmes, M. Rafael Rivas (Colombie) président du Comité social et M. Mehdi Ehsassi (Iran) président du Comité économique spécial.

### POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

#### **Election de membres des organes subsidiaires du Conseil et des organismes qui lui sont rattachés et confirmation de la nomination de représentants aux commissions techniques**

5. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Conseil sur les annotations au point 5 de l'ordre du jour qui figurent dans le document E/5755 et Add.1/Rev.1 et invite le Conseil à procéder à l'élection des membres des organes dont il est question.

#### **ELECTIONS (E/5756, E/L.1678, E/L.1683)**

#### *Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/L.1678)*

6. M. LONGERSTAEY (Belgique) demande, au nom du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, qu'on repousse l'élection des membres du Conseil d'administration du FISE jusqu'à la soixantième session, le Groupe n'ayant pas encore soumis

une liste complète de candidats. Il n'y a du reste pas d'urgence en la matière étant donné que le nouveau Conseil d'administration ne doit pas se réunir avant le début de l'année suivante et que le mandat des membres actuels ne vient à expiration qu'en juillet 1976.

7. M. DE MOURA (Brésil) propose que le Conseil se prononce immédiatement sur les trois candidats présentés par le Groupe des Etats d'Amérique latine et le Groupe des Etats d'Europe orientale et qu'on repousse jusqu'à la session du printemps l'élection des autres membres.

8. M. BARCELO (Mexique) et M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuient la proposition brésilienne.

9. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que le Conseil d'administration du FISE n'est pas élu sur la base d'une stricte répartition géographique et que l'on n'a pas le droit de faire comme si c'était le cas.

10. M. MARSHALL (Royaume-Uni) et Mlle COURSON (France) s'associent à cette observation.

11. M. TUKAN (Jordanie) dit que, si l'on procède à des élections partielles, le Groupe des Etats d'Asie se trouvera dans la même situation que le Groupe des Etats d'Amérique latine et le Groupe des Etats d'Europe orientale, étant donné qu'il a lui aussi un candidat.

12. M. QADRUD-DIN (Pakistan) dit que, si la composition du Conseil d'administration ne doit pas en être affectée, rien ne devrait s'opposer à ce que l'on élise les candidats qui ont déjà été choisis. Les candidats rempliront les postes vacants correspondant à leurs groupes régionaux; ce ne serait pas la première fois que l'on procéderait à des élections partielles.

13. M. KOSSEV (Bulgarie) appuie la proposition brésilienne, étant donné que des élections partielles n'affecteront pas la composition future du Conseil d'administration du FISE.

14. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) dit que, si c'est le Japon qui est le candidat du Groupe asiatique, la question se pose de savoir s'il faut le considérer comme pays donateur ou comme pays asiatique. En tant que pays donateur, il rentrerait dans le Groupe des Etats d'Europe occidentale.

15. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le Groupe asiatique a choisi le Japon comme candidat et estime qu'il n'y a pas de raison de repousser l'élection des candidats qui peuvent être élus sur-le-champ.

16. Le PRÉSIDENT suggère que, si les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France n'y voient pas d'objection, le Conseil procède à l'élection des candidats de l'Europe orientale et

de l'Amérique latine, étant entendu que cela n'aurait aucune incidence sur la composition du Conseil d'administration du FISE.

*Il en est ainsi décidé.*

17. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les seuls candidats dont le secrétariat du Conseil ait eu connaissance jusqu'à présent sont le Brésil et le Japon et ajoute qu'aucune communication n'a été reçue du Groupe des Etats d'Europe orientale.

18. M. KOSSEV (Bulgarie) dit que la Pologne et l'Union soviétique sont les candidats pour l'Europe orientale.

19. M. YORK (République fédérale d'Allemagne) demande si c'est bien le Brésil qui est le candidat de l'Amérique latine et, dans l'affirmative, si le Venezuela a retiré sa candidature.

20. M. VOLPE (Venezuela) confirme que le Venezuela a retiré sa candidature.

21. Le PRÉSIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Brésil, le Japon, la Pologne et l'Union des Républiques socialistes soviétiques sont élus pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> août 1976 et expirant le 31 juillet 1979, et que l'élection en vue de pourvoir les six autres sièges vacants du Conseil d'administration du FISE est reportée à la soixantième session.

*Il en est ainsi décidé* [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

*Comité des politiques et programmes  
d'aide alimentaire (E/L.1683)*

22. Le PRÉSIDENT dit que l'élection des membres du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire se fera en deux temps. D'abord, un membre du Groupe africain sera élu pour un mandat qui prendra effet immédiatement et viendra à expiration en 1978. Ensuite, trois membres supplémentaires seront élus, conformément à la résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale, pour des mandats de un, deux et trois ans respectivement, ainsi qu'il en aura été décidé par tirage au sort.

23. Aux termes du paragraphe 4 de la résolution 3404 (XXX) de l'Assemblée générale, le Conseil est prié de tenir compte, en élisant les membres du Comité, de la nécessité d'assurer une représentation équilibrée des pays économiquement développés et des pays en développement ainsi que de divers autres facteurs pertinents, tels que la représentation de pays qui pourraient éventuellement participer au Programme à titre soit de donateurs, soit de bénéficiaires, la répartition géographique équitable et la représentation des pays développés ou en développement qui ont des intérêts commerciaux dans les échanges internationaux de produits alimentaires, notamment ceux qui sont fortement tributaires de ces échanges.

24. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait observer que le secrétariat n'a connaissance d'aucune candidature pour le siège attribué aux Etats d'Afrique. Les candidats pour les trois autres sièges à pourvoir sont l'Argentine, la Belgique — appuyée par le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats — et les Philippines.

25. M. HACHANI (Tunisie) dit qu'il comprend que les trois nouveaux sièges doivent être attribués à des pays donateurs, mais il estime que la répartition géographique constitue également un critère et demande si les Etats d'Afrique ont droit à un de ces sièges ou non.

26. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare qu'elle n'est pas en mesure de répondre à cette question. Cependant, elle fait observer que l'annexe au document E/L.1683 comprend une liste des membres élus par le Conseil de la FAO, dont les trois autres membres supplémentaires, et que les noms de trois pays d'Afrique figurent sur cette liste. La liste des membres élus par le Conseil économique et social aurait également inclus trois Etats d'Afrique s'il y avait eu une candidature proposée pour le siège à pourvoir. Néanmoins, tout comme pour le Conseil d'administration du FISE, il n'existe pas de répartition géographique fixe des sièges à pourvoir.

27. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que l'Argentine, la Belgique et les Philippines sont élues et que l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats d'Afrique pour un terme de trois ans est reportée à la soixantième session.

*Il en est ainsi décidé* [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].

28. Le PRÉSIDENT annonce qu'un tirage au sort a été effectué pour déterminer la durée des mandats des trois nouveaux membres prenant effet immédiatement. La Belgique est élue pour trois ans, les Philippines pour deux ans et l'Argentine pour un an.

*Organe international de contrôle  
des stupéfiants (E/5756)*

29. Le PRÉSIDENT appelle l'attention sur le paragraphe 3 du document E/5756. En l'absence d'objection, il considérera que le Conseil souhaite adopter une décision sous la forme suggérée par le Secrétaire général dans ce paragraphe.

*Il en est ainsi décidé* [décision 138 (ORG-76), par. 1].

30. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil désire également, conformément à la suggestion figurant au paragraphe 5 du document E/5756, créer un comité des candidatures pour l'élection des membres de l'Organe, qui se réunirait à Genève les 25 et 26 mars 1976 et ferait rapport au Conseil à sa soixantième session.

*Il en est ainsi décidé* [décision 138 (ORG-76), par. 2].

31. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) fait savoir que, pour les postes à pourvoir au Comité des candidatures, le Secrétaire général a été informé des candidatures suivantes : Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni et Turquie. Le Secrétaire général croit comprendre que tous ces Etats, à l'exception du Japon, ont l'appui du Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

32. M. BARCELO (Mexique) déclare qu'il voudra peut-être présenter sa candidature à un siège du Comité des candidatures. Il souhaiterait connaître la position des membres actuels de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, dont la liste figure dans l'annexe III au document E/5756.

33. M. OLIVERI LOPEZ (Argentine) fait observer que le précédent Comité des candidatures se composait de 13 membres, mais qu'il y a seulement huit candidats pour le nouveau Comité. A ce propos, il demande si le Comité ne doit se réunir qu'une seule fois, en mars 1976, ou s'il sera possible d'en élargir la composition ultérieurement.

34. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) précise que le nombre des membres du Comité des candidatures n'est pas fixe; le Comité précédent comprenait 13 membres, mais c'est au Conseil à voir si le Comité pourra fonctionner avec une composition plus restreinte. Comme le Comité doit se réunir une seule fois et faire rapport au Conseil à sa soixantième session, il faut que ses membres soient élus à la session en cours.

35. Le PRÉSIDENT invite les délégations des gouvernements qui souhaitent devenir membres du Comité des candidatures à en informer sans retard le secrétaire du Conseil. Il propose de remettre l'élection à la séance suivante.

*Il en est ainsi décidé.*

*Comité du programme et de la coordination  
(E/5755, point 5)*

36. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1977. Il appelle l'attention sur la résolution 3392 (XXX) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a encouragé les Etats Membres à se faire représenter au Comité du Programme et de la coordination à un niveau adéquat pour améliorer la compétence technique de cet organe.

37. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare que le Groupe des Etats d'Asie n'a pas communiqué de candidature.

38. M. EHSASSI (Iran) propose que, le Groupe des Etats d'Asie n'étant pas encore convenu d'un candidat, l'élection soit reportée à une session ultérieure.

*Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].*

*Comité de la science et de la technique  
au service du développement (E/5755, point 5)*

39. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire trois membres parmi les Etats d'Asie, dont l'élection a été reportée lors d'une session antérieure; deux membres doivent être élus pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1979 et un autre membre pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

40. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'aucune candidature n'a été reçue.

41. Le PRÉSIDENT propose que l'élection soit également reportée à une session ultérieure.

*Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].*

*Comité des ressources naturelles  
(E/5755, point 5)*

42. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Asie pour un mandat qui

prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

43. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) signale qu'aucune candidature n'a été reçue.

44. M. HACHANI (Tunisie) croit savoir que les Etats d'Asie ont un candidat à présenter et propose qu'en conséquence l'élection soit reportée à la séance suivante.

*Il en est ainsi décidé.*

*Comité chargé des organisations  
non gouvernementales (E/5755, point 5)*

45. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste à élire un membre parmi les Etats d'Afrique et d'Asie et un autre parmi les Etats d'Amérique latine pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978.

46. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) déclare que les Etats d'Afrique et d'Asie n'ont pas communiqué de candidature. En ce qui concerne les Etats d'Amérique latine, Cuba a présenté sa candidature.

47. M. GUTIERREZ (Bolivie) fait observer que les Etats d'Amérique latine ne se sont pas réunis officiellement pour se consulter ou appuyer la candidature de Cuba. En tant que président du Groupe des Etats d'Amérique latine, il n'est pas opposé à la candidature de Cuba, à condition qu'elle ne soit pas considérée comme officielle.

48. M. BARCELO (Mexique) souligne qu'il n'est pas opposé à la candidature de Cuba pour le siège à pourvoir qui est attribué aux Etats d'Amérique latine, à condition qu'il n'y ait pas d'objection de la part des autres Etats.

49. Le PRÉSIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil élit Cuba et reporte à une session ultérieure l'élection d'un membre à choisir parmi les Etats d'Afrique et d'Asie.

*Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].*

*Conseil des gouverneurs du Fonds spécial  
des Nations Unies (E/5755/Add.1/Rev.1)*

50. Le PRÉSIDENT déclare que, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa trentième session, un membre doit être élu parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats pour un mandat qui prendra effet à la date de l'élection et viendra à expiration le 31 décembre 1978. Le candidat proposé par le Groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats est le Japon; s'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que le Conseil élit le Japon.

*Il en est ainsi décidé [voir décision 143 (ORG-76), par. 1].*

51. Le PRÉSIDENT fait observer qu'il reste encore un autre membre à élire parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, conformément à une décision prise par l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session. Comme il n'y a aucun candidat pour ce siège, l'élection est reportée à une session ultérieure.

*Comité chargé des négociations avec  
les institutions intergouvernementales*

52. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à nommer les membres du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales créé conformément à la résolution 11 (I) du Conseil.

53. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) dit que les candidats sont le Canada, la France, la Grèce, l'Italie et le Japon. Elle rappelle que le Comité a autrefois compté neuf membres.

54. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) dit que son gouvernement n'a pas l'intention de présenter sa candidature pour être membre du Comité, mais désire toutefois faire partie de l'équipe de négociateurs pour le Fonds international de développement agricole.

55. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) propose que le Conseil décide de renvoyer à sa session de printemps la question de la création officielle du Comité. Comme le représentant des Etats-Unis, certains membres du Conseil voudront peut-être devenir membres du Comité du Fonds et, à ce sujet, il propose que les membres prennent d'abord une décision sur ce point et fassent ensuite savoir au secrétariat du Conseil économique et social, avant la soixantième session, s'ils désirent devenir membres du Comité du Conseil.

56. M. Cordovez rappelle que le Président du Conseil a par le passé présidé aux consultations et ne peut donc faire partie ni de l'une ni de l'autre équipe de négociateurs. Les deux comités devraient être créés d'ici au printemps puisque les négociations devraient, en principe, se terminer avant la session d'été.

57. M. CARANICAS (Grèce) propose que la création officielle du Comité chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales soit renvoyée à la soixantième session.

58. Parlant de la question des élections en général, M. Caranicas dit que la procédure suivie n'est pas très orthodoxe et qu'elle est une source de confusion, comme en atteste l'élection d'un membre du Comité chargé des organisations non gouvernementales. Il propose qu'à l'avenir les membres fassent savoir au Secrétaire général s'ils désirent poser leur candidature et que les présidents des groupes régionaux communiquent les noms des candidats afin que le Conseil puisse procéder de manière plus ordonnée.

59. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) souligne l'importance que son gouvernement attache à la question discutée et dit que celui-ci devra revoir sa position si l'ajournement de l'élection doit avoir pour effet de retarder les négociations.

60. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que le calendrier des négociations ne serait pas affecté par un ajournement de l'élection jusqu'à la soixantième session, étant donné que les statuts du Fonds international de développement agricole ne seront pas approuvés avant le printemps. Il demande que le Conseil l'autorise à se renseigner auprès du secrétariat du Fonds au sujet de la constitution de l'équipe de négociateurs du Fonds avant la session de printemps.

61. M. SANDERS (Etats-Unis d'Amérique) approuve les observations formulées par le secrétaire du Conseil. Il espère que les membres décideront avant la session de printemps s'ils désirent faire partie du Comité du Conseil chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales ou du Comité du Fonds international de développement agricole.

62. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil renvoie à une session ultérieure l'élection des membres du Comité du Conseil chargé des négociations avec les institutions intergouvernementales et autorise le secrétaire du Conseil à obtenir les renseignements nécessaires au sujet de la constitution de l'équipe de négociateurs du Fonds.

*Il en est ainsi décidé* [voir décision 143 (ORG. 76), par. 1].

CONFIRMATIONS (E/5752 ET ADD.1 À 3, E/5754)

*Commissions techniques du Conseil  
(E/5752 et Add.1 à 3)*

63. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à confirmer la nomination des représentants aux commissions techniques dont la liste figure dans le document E/5752 et Add.1 à 3. Il y a une erreur dans le document E/5752 : la note 4 devrait indiquer que M. Garment a remplacé M. Hoffman à la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme.

64. Mlle ST. CLAIRE (Secrétaire adjointe du Conseil) attire l'attention sur une omission dans le document E/5752 : la liste de noms sous le titre "Commission de la population" devrait comprendre celui de M. Kauko M. Sipponen (Finlande), dont le curriculum vitae sera distribué dès que possible.

65. Le PRÉSIDENT dit que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil confirme la nomination de toutes les personnes mentionnées dans le document E/5752 et Add.1 à 3, auxquelles doit être ajouté M. Sipponen.

*Il en est ainsi décidé* [voir décision 143 (ORG-76), par. 2].

*Sous-Commission du trafic illicite des stupéfiants et  
des problèmes apparentés pour le Proche et le  
Moyen-Orient et Groupe de travail de la Sous-  
Commission (E/5754)*

66. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à confirmer la nomination d'un membre de la Sous-Commission et d'un membre du Groupe de travail de la Sous-Commission. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Conseil confirme la nomination de ces membres, dont les noms figurent dans les paragraphes 2 et 3 du document E/5754.

*Il en est ainsi décidé* [voir décision 143 (ORG-76), par. 2].

*La séance est levée à 12 h 25.*